

## L'économie de La Réunion en 2013 La confiance revient progressivement, mais ne se traduit pas encore dans les chiffres

L'économie réunionnaise montre de timides signes d'amélioration même si elle peine toujours à retrouver des relais de croissance efficaces depuis la crise. Malgré le manque de lisibilité sur les perspectives économiques locales, les entrepreneurs réunionnais se montrent progressivement plus confiants. Ils jugent ainsi la situation conjoncturelle moins dégradée qu'auparavant. Les chefs d'entreprise restent néanmoins prudents, et l'investissement privé tarde à retrouver durablement une orientation favorable. En parallèle, la consommation des ménages se maintient et le marché du travail tend à se stabiliser, soutenu par l'augmentation du nombre de contrats aidés.

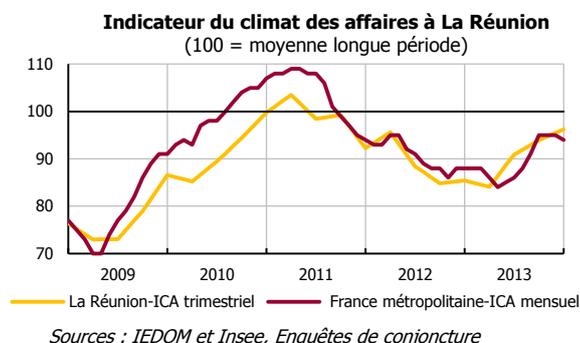
L'évolution de l'activité des différents secteurs est cependant contrastée. Les entrepreneurs du secteur primaire et des industries agroalimentaires restent pessimistes malgré un sursaut en cours d'année. Le BTP est en revanche mieux orienté, soutenu par une bonne tenue du logement social et par la signature des premiers appels d'offre pour le chantier de la Nouvelle Route du Littoral.

L'activité de financement de l'économie par le système bancaire reste morose, tandis que la collecte nette d'épargne continue de progresser à un rythme soutenu. La qualité du portefeuille des établissements de crédits implantés localement s'améliore, dans le prolongement du second semestre 2012.

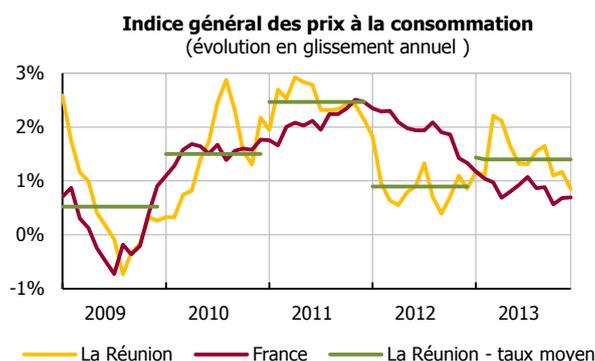
### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EST MIEUX ORIENTÉE

#### Le climat des affaires s'améliore progressivement

Les entrepreneurs interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM se montrent plus optimistes sur l'orientation de leur activité fin 2013. Après un premier trimestre en berne, l'indicateur du climat des affaires (ICA) affiche une progression soutenue tout au long de l'année. Il se rapproche ainsi de sa moyenne de longue période et s'établit à 96,2 points au quatrième trimestre 2013. L'évolution de l'ICA réunionnais continue de suivre la même tendance que celle observée en France métropolitaine. Signe cependant que ce regain d'optimisme ne se traduit pas encore concrètement par une amélioration de l'activité, la composante passée de l'ICA s'améliore moins rapidement que sa composante future.



#### Les prix continuent de progresser



L'indice des prix augmente de 1,4 % en moyenne annuelle en 2013, après une hausse plus modérée l'année précédente (+ 0,9 %). La progression des prix est par ailleurs plus marquée que pour la France entière (+ 0,9 % en moyenne annuelle). A l'exception des services dont les prix baissent de 0,4 % sur un an, tous les grands postes de l'indice contribuent à la hausse des prix. Ceux de l'alimentation augmentent nettement en raison de la progression des prix des produits frais. Les prix de l'énergie s'inscrivent également en forte hausse, en lien avec la suppression fin février du subventionnement du prix du gaz.

## L'augmentation de la demande d'emploi ralentit

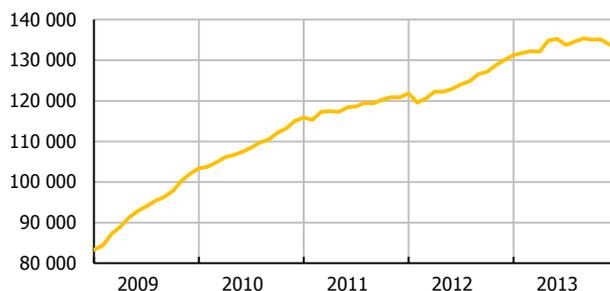
Le marché du travail connaît une moindre dégradation en 2013, après s'être fortement détérioré l'année précédente. La progression de l'emploi salarié marchand s'intensifie (+ 1,1 % au troisième trimestre 2013, en glissement annuel), porté essentiellement par les secteurs des services et de l'industrie.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) est modérée par rapport aux périodes précédentes : + 1,3 % sur un an contre + 7,8 % en 2012 et + 5,1 % en 2011. Elle demeure aussi nettement en deçà de celle observée au niveau national (+ 5,4 %). Pour autant, le taux de chômage reste très largement supérieur au taux national (28,5 % au deuxième trimestre 2012, contre 10,2 % au niveau national).

Les personnes âgées de plus de 50 ans restent les plus touchées par la dégradation du marché du travail. Le nombre de seniors au chômage augmente ainsi de 12,7 % et continue de dépasser celui des moins de 25 ans, dont la situation s'améliore. Le nombre de jeunes au chômage recule en effet de 1,6 %, en lien avec l'augmentation du nombre de contrats aidés signés. Un total de 13 348 contrats ont ainsi été enregistrés en septembre 2013, en cumul depuis le début de l'année.

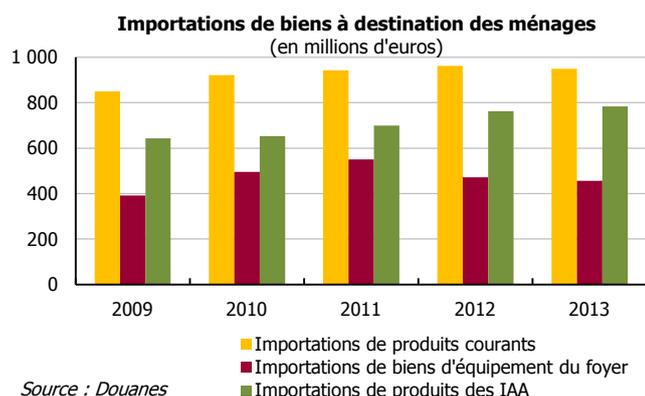
L'offre d'emploi recule fortement (- 11,6 % contre - 3,4 % en 2012), malgré la forte progression des contrats aidés. Face à des difficultés de retour à l'emploi qui perdurent, de nombreux demandeurs d'emploi réunionnais ont désormais épuisé leurs droits à indemnisation. Le nombre d'allocataires de l'assurance chômage baisse ainsi de 8,1 % tandis que celui des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA « socle ») progresse de 9,5 %, atteignant 36,5 % des demandeurs d'emploi à fin décembre.

### Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : Pôle emploi, données CVS

## La consommation des ménages se maintient



La consommation courante des ménages est mitigée. Les importations de produits courants reculent de 1,3 %, après une légère progression enregistrée en 2012. Celles de biens d'équipement du foyer baissent également mais à un rythme moins élevé qu'en 2012 (- 3,4 % contre - 15,2 % en 2012). Les importations de produits des industries agroalimentaires progressent pour leur part de 2,8 %. Les ventes de véhicules neufs se redressent très progressivement, sans compenser encore les fortes diminutions de 2012.

La baisse des encours des crédits à la consommation est plus soutenue en 2013. Ils reculent ainsi de 2,8 % en glissement annuel (- 1,0 % en 2012).

La confiance des professionnels du secteur du commerce se reconstruit tout au long de l'année, qui se conclut avec une amélioration de l'activité constatée.

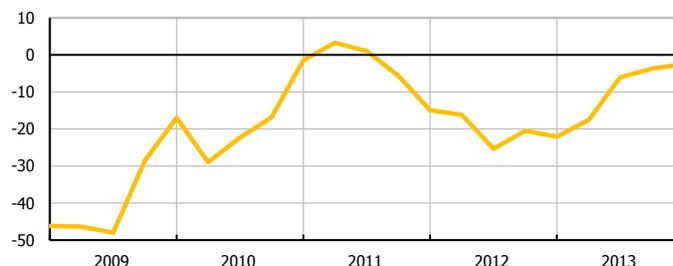
Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages restent mal orientés. Le nombre de dossiers de surendettement déposés progresse de 24,5 % après avoir diminué de 7,0 % en 2012. Toutefois, cette hausse ne traduit pas uniquement une dégradation de la situation des ménages. Elle s'explique aussi par les actions de communication menées par la Commission de surendettement au cours de l'année 2013 pour mieux faire connaître le dispositif. En parallèle, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire augmente de 1,2 %, alors que celui des incidents de paiements par chèques recule de 2,5 %.

## L'investissement peine à reprendre

Les prévisions d'investissement peinent à retrouver durablement une orientation favorable, avec un solde d'opinion toujours en deçà mais désormais proche de sa moyenne de longue période. Les importations de biens d'équipement professionnel (hors avions) et les ventes de véhicules utilitaires reculent respectivement de 7,1 % et 7,3 %. Parallèlement, les encours des crédits à l'investissement des entreprises continuent de baisser (- 3,5 % sur un an). Ceux des collectivités locales progressent en revanche de 1,3 %.

Le logement social continue de soutenir le secteur de l'immobilier. En glissement sur un an, les encours de crédits immobiliers des entreprises augmentent de 12,4 %. Ils progressent aussi de 2,4 % sur un an pour les ménages, mais sont portés d'abord par des achats dans l'ancien, la promotion immobilière privée restant mal orientée.

### Soldes d'opinion relatifs aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Le logement social continue de soutenir le secteur de l'immobilier. En glissement sur un an, les encours de crédits immobiliers des entreprises augmentent de 12,4 %. Ils progressent aussi de 2,4 % sur un an pour les ménages, mais sont portés d'abord par des achats dans l'ancien, la promotion immobilière privée restant mal orientée.

## Les échanges avec l'extérieur reculent

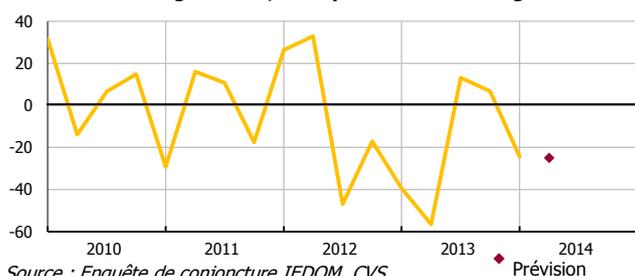
La baisse des importations s'intensifie en 2013 pour atteindre - 5,0 %, contre - 2,7 % un an auparavant. Elle s'explique pour partie par la contraction des importations de biens d'équipement professionnel. Les importations de produits pétroliers se contractent également (- 14,7 %) en raison essentiellement d'une baisse des cours. A l'exception des produits des industries agroalimentaires dont les importations augmentent, tous les autres regroupements de produits contribuent également à la baisse des importations. Les recettes d'octroi de mer reculent de 2,1 %.

Les exportations diminuent de 3,5 % sur un an, malgré la hausse des exportations de produits des industries agroalimentaires, en particulier de celles des produits sucriers et de la légumine qui bénéficient d'effets prix. Le repli des exportations s'explique surtout par celui des ré-exportations de produits pétroliers (- 3,9 %) et des déchets industriels et ménagers (- 21,5 %).

## L'INCERTITUDE PÈSE SUR LA PLUPART DES SECTEURS

### La morosité touche le secteur primaire

Soldes d'opinion relatifs à l'activité du secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

D'après les entrepreneurs interrogés, le courant d'affaires du secteur « Agriculture, élevage et pêche » est bien orienté en milieu d'année mais se dégrade fortement au quatrième trimestre 2013. L'activité d'abattage est en berne avec un recul de 3,4 % sur l'année : les abattages de bovins et de volailles continuent ainsi de baisser, respectivement de 6,8 % et 1,0 %. Ceux de porcins se contractent également (- 4,6 %), après avoir progressé de 3,4 % en 2012. La baisse de la collecte de lait se poursuit (- 6,1 %). La campagne cannière souffre cette année encore de la sécheresse, considérée comme la pire des cinquante dernières années. Le volume de cannes traitées recule ainsi de 6,4 %.

### L'activité des industries agroalimentaires se contracte

L'activité du secteur des industries agroalimentaires se détériore une nouvelle fois en 2013, au regard de l'opinion des chefs d'entreprise. La dégradation est néanmoins moins marquée en fin d'année. La production sucrière repart à la baisse (- 4,8 %) tandis que celle de rhum continue de chuter (- 11,9 %). La consommation des ménages en produits agroalimentaires reste bien orientée, portée par la mise en place en mars du bouclier « qualité-prix » qui soutient notamment la production locale. Les exportations de produits de la pêche progressent de 8,0 % en volume.

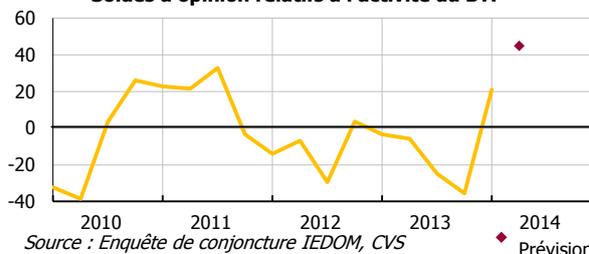
### Le secteur du BTP reste dans l'attente des nouveaux chantiers

Après trois trimestres de baisse, l'activité dans le BTP est jugée en hausse en fin d'année, en raison pour partie de la signature des premiers appels d'offre pour le chantier de la Nouvelle Route du Littoral. Toutefois, l'optimisme des entrepreneurs interrogés ne se retrouve pas encore dans l'évolution des principaux indicateurs du secteur.

Le nombre de logements autorisés baisse de 5,6 % malgré la bonne tenue du logement social.

En fin d'année, les effectifs dans le BTP se contractent de 4,9 % en glissement sur un an.

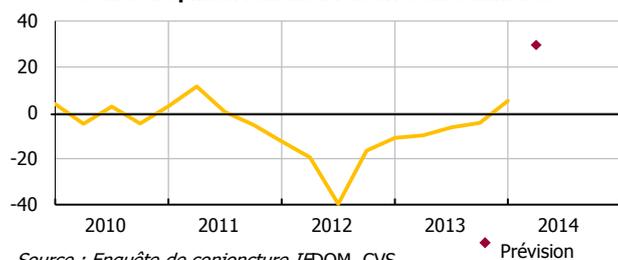
Soldes d'opinion relatifs à l'activité du BTP



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

### Les activités de service sont mieux orientées en fin d'année

Soldes d'opinion relatifs à l'activité du commerce



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

Selon les chefs d'entreprise interrogés, le courant d'affaires dans les services marchands s'est une nouvelle fois dégradé, mais à un rythme moins marqué qu'en 2012. L'emploi marchand du secteur continue cependant de progresser sur un an (+ 2,2 % au troisième trimestre en glissement annuel).

Dans le secteur du commerce en revanche, les entrepreneurs sont plus optimistes et font état d'une activité en légère hausse en fin d'année. L'emploi marchand dans le commerce est quasiment stable (+ 0,6 %) en glissement annuel au troisième trimestre.

### L'activité touristique reste mitigée

Les entrepreneurs du secteur du tourisme jugent leur courant d'affaires en baisse en 2013. Le taux d'occupation des hôtels classés se stabilise, de même que le nombre de passagers entre La Réunion et la métropole. En revanche, la fréquentation hôtelière recule une nouvelle fois (- 3,3 %).

## L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE RESTE PEU DYNAMIQUE

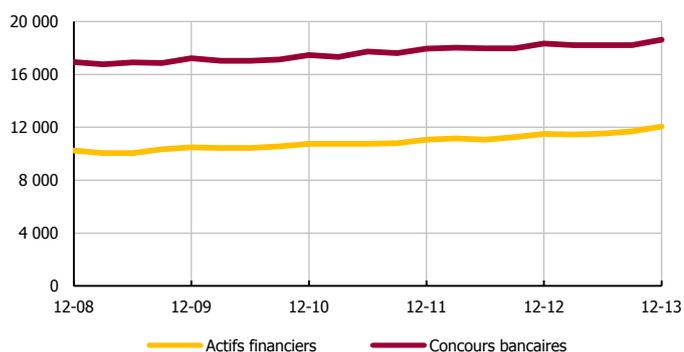
L'amélioration progressive du climat des affaires en 2013 ne se traduit pas encore concrètement par une reprise franche de l'activité. Dans ce contexte, les indicateurs monétaires font état d'une activité financière qui reste relativement modérée.

### L'épargne poursuit sa progression

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais progressent de 4,9 % au cours de l'année 2013 et dépassent en fin d'année le seuil de 12 milliards d'euros. La collecte nette d'épargne s'établit à 564 millions d'euros sur l'année, soit 33,0 % de plus qu'un an auparavant. Elle continue de bénéficier de la bonne tenue des dépôts à vue, toutes clientèles confondues, et de la hausse rapide de l'épargne sur livrets A (+ 12,7 % sur un an) et livrets de développement durable (+15,7 %). L'épargne à long terme augmente pour sa part de 2,0 % en glissement annuel.

### Le financement des ménages s'essouffle

Évolution comparée des actifs financiers et des concours bancaires totaux (en millions d'euros)



Source : IEDOM, Surfi

Les crédits consentis à l'économie progressent de 1,5 % sur un an, soit un rythme inférieur à celui observé au cours de l'année 2012 (+ 2,2 %). L'encours brut total des crédits à l'économie dépasse désormais le seuil de 18 milliards d'euros.

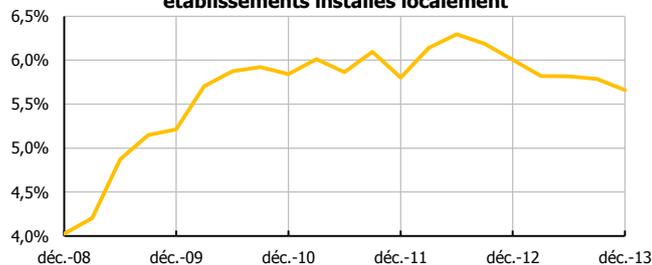
A l'inverse des années précédentes, les financements consentis aux entreprises augmentent plus rapidement que ceux consentis aux ménages (+ 2,7 % contre + 1,2 % en glissement annuel). Ces derniers pâtissent toujours de la baisse des crédits à la consommation qui s'intensifie en 2013 (- 2,8 %) et n'est que partiellement compensée par la progression des crédits immobiliers (+ 2,4 %). Les financements aux entreprises bénéficient de la forte hausse des crédits immobiliers (+ 12,4 %). Les crédits d'exploitation et d'investissement sont pour leur part en retrait, respectivement de 4,8 % et 3,5 %. Ils se redressent toutefois en fin d'année (+ 1,3 % et + 0,7 % sur le trimestre).

### Les créances douteuses sont en net repli

Le risque de crédit porté par le système bancaire local diminue depuis mi-2012. Sur un an, les encours douteux bruts reculent de 4,0 % à 1,007 milliard d'euros, contre une hausse de 6,2 % en 2012. Ils représentent 5,7 % de l'encours total des établissements de crédits locaux, soit 0,3 point de moins qu'en 2012.

Le Produit net bancaire (PNB) des quatre principales banques implantées à La Réunion diminue de 3,1 %, en raison de la baisse conjuguée de la marge d'intermédiation et des commissions. Les frais généraux restent stables, la baisse des services extérieurs compensant la hausse des charges de personnel. Le coût du risque redevient négatif et permet au résultat net de retrouver son niveau d'avant la crise (81 millions d'euros en 2013).

Taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Source : IEDOM, Surfi

## LES PERSPECTIVES SONT MIEUX ORIENTÉES POUR 2014

La Réunion tarde à renouer avec la croissance en raison des incertitudes qui subsistent. Certains indicateurs économiques sont néanmoins mieux orientés. Le secteur du BTP est ainsi progressivement porté par le démarrage des premiers chantiers de la Nouvelle Route du Littoral. Les prochaines échéances électorales génèrent cependant un certain attentisme des entrepreneurs. La consommation des ménages devrait se maintenir, soutenue par le bouclier « qualité-prix » qui bénéficie à la production locale. Dans ce contexte, l'optimisme affiché par les professionnels en fin d'année devrait se traduire par un regain d'activité en 2014. La Réunion devra cependant continuer à mobiliser le dynamisme de son entrepreneuriat et développer davantage son potentiel d'innovation, grâce notamment à la programmation communautaire pour la période 2014-2020.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 9 avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1952-9619